

ROYAUME DU MAROC



المملكة المغربية



**INTERVENTION DE  
MONSIEUR MOHAMMED BOUSSAID  
MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES  
LORS DU FORUM DE PARIS DE CASABLANCA**

**CASABLANCA, MERCREDI 5 FEVRIER 2014**

**Monsieur le Président,**

**Mesdames et Messieurs,**

**Il m'est particulièrement agréable de partager avec vous aujourd'hui, la réussite d'un pari, celui du Forum de Paris, qui du haut de ses cinq années d'existence, permet de mesurer le chemin parcouru riche de débat et de partage dans un monde plus que jamais en quête de visibilité et de vision.**

**Il m'est également agréable, de prendre part au côté d'imminents acteurs, d'horizons diversifiés, à un débat d'actualité, celui d'analyser l'évolution de notre monde et celui du futur dont les organisateurs questionnent sa présence déjà parmi nous, ce qui leur vaut mes remerciements pour la pertinence de la thématique choisie.**

**Je voudrais par la même occasion remercier tous ceux qui ont œuvré à la réalisation de**

**cette édition en particulier Mr Albert Mallet  
fondateur du Forum de Paris.**

**Mesdames et Messieurs,**

**Parler de la crise risque aujourd'hui de devenir  
un exercice répétitif. Le long cycle de cette  
crise a donné le temps aux spécialistes de faire  
de nombreuses analyses et organiser de  
nombreux débats.**

**Il serait plus judicieux, me semble-t-il, de  
déceler quelques enseignements à même de  
nous éclairer davantage sur les choix et  
décisions pour le futur.**

**La propagation de la crise depuis 2007, d'abord  
dans la sphère financière, puis vers l'économie  
réelle, suivi de l'enchaînement que l'on connaît,  
touchant notamment aux finances publiques et  
aux grands équilibres de grandes puissances  
économiques, présente une évolution  
largement façonnée par les réactions en chaîne  
constatées ici et là. Ces réactions sont restées**

**fidèles à l'état d'esprit de départ, celui de l'incapacité à la prévoir et à l'anticiper, et c'est là la première grande défaillance dévoilée par cette crise qui doit interpeller les économistes et les acteurs politiques.**

**Aussi, la succession des réactions produisant des évolutions imprévues, dénote l'absence de stratégie globale et pertinente pour contrer la crise aggravée par un esprit court-termiste et amplifié par les marchés financiers.**

**L'absence de pareille stratégie, a contribué largement à la détérioration de l'immunité du champ de l'économie, désormais exposé aux aléas de l'environnement, où les acteurs ont paniqué sous l'impact de l'absence de visibilité. Il est clair que le phénomène extraordinaire de la circulation de l'information à l'ère du tout numérique a joué un rôle décisif - entre autres - dans l'amplification de la crise qui a malheureusement touché les fondements de l'Economie c'est-à-dire la Confiance.**

**D'une crise à l'autre, l'absence de stratégie peut être lue aussi comme l'émanation d'une**

**crise de doctrine, peut-on construire une stratégie sans fondement doctrinale ? La question est toute aussi légitime que l'innovation dans le domaine de la pensée économique piétine et tarde à répondre aux spécificités dictées par notre époque. Mais au-delà, c'est du projet de société dont il s'agit, surtout après que les éclats de la crise étaient gagné la sphère sociale. Les bouleversements politiques qui ont éclaté ces derniers temps tout au long du pourtour méditerranéen témoignent de l'ampleur de la crise du modèle sociétal et social. Les questions d'égalité des chances, d'équité et de partage des richesses se posent aujourd'hui avec acuité.**

**Bien de conséquents phénomènes désastreux peuvent surgir et compliquer davantage la sortie de crise. Il s'agit, à mon sens, de la tentation du repli identitaire. Fort de mouvements idéologiques favorisant l'éclosion d'extrémismes de tous bords, qui rappellent de sombres pages d'histoire moderne, le repli identitaire va à l'encontre de la globalisation qui régit notre monde, car entraîné dans l'idée**

désastreuse selon laquelle tourner le dos à l'autre permettrait de jouir pleinement et jalousement de ses ressources propres.

Face à ces risques majeurs, la réorientation de l'activité vers la production matérielle est plus que jamais nécessaire et salutaire, car rien ne peut se substituer à l'économie réelle. Ceci n'aurait de sens que si les acteurs de la société finissent par reprendre pleinement la main sur la décision économique. Le retard accusé dans la quête de régulation des marchés financiers ne laisse pas beaucoup de marge de manœuvre. La financiarisation tout azimut finit par absorber la quasi-totalité des pouvoirs.

Cette situation profondément complexe appelle l'Etat à la rescousse et nul ne peut ignorer désormais la vitalité du rôle de l'Etat, pas uniquement comme régulateur, mais aussi en tant qu'acteur économique et garant de cohésion sociale devant les ravages de l'exclusion et des disparités sociales.

C'est d'un retour à la rationalité et à la rigueur de la pensée économique dont il s'agit. La

**bonne gouvernance à l'échelle des grands ensembles, la surveillance des secteurs clefs de l'économie et de la finance, et les politiques inclusive de développement sont plus que jamais une nécessité.**

**Mais l'Etat aussi performant puisse-t-il être ne s'avère efficace que dans un cadre de politique et d'action concertées au niveau mondial dans cette phase de sortie de crise. L'esprit qui a prévalu face la Crise par la concertation et la coordination à l'échelle mondiale et qui a contribué à éviter le pire, se trouve aujourd'hui menacé. L'action commune n'est plus un acquis. La résilience qui s'opère à plusieurs vitesses peut pousser les plus performants à faire cavalier seul et adopter des politiques qui, tout en lui paraissant plus adaptées à sa situation, nuirait énormément aux efforts mondiaux visant une sortie de crise définitive et apaisée. En somme, la sortie de crise doit être commune et concertée entre les pays et les plus affectés, avec des politiques et convergentes.**

**Monsieur le Président,**

**Mesdames et Messieurs,**

**Permettez-moi de dire quelques mots sur l'économie Marocaine et sur notre propre expérience face à la crise. Notre économie, ouverte et intégrée dans l'économie mondiale, n'a pas échappé à cette crise et sa performance a été affectée à travers notamment des canaux macroéconomiques indirects.**

**Face à cette crise, et à l'instar d'autres pays, le Maroc a, dès le déclenchement de la crise, mis en place une politique reposant sur une approche proactive et partenariale. Ses marges de manœuvres macroéconomiques, lui ont permis de poursuivre sa politique macroéconomique contra-cyclique au niveau budgétaire et monétaire visant à soutenir la demande intérieure et à juguler les effets de la crise.**



**Par ailleurs, plusieurs plans de soutien ont été mis en place en faveur des secteurs exposés. Ces plans visaient à sauvegarder notre potentiel productif, à aider les entreprises marocaines à maintenir leurs parts de marché, à préserver nos réserves de change et à sauvegarder l'emploi.**

**Grâce à cette politique et à une diversification du tissu productif national comme conséquence de la mise en œuvre des politiques sectorielles, l'économie Marocaine a fait preuve d'une résilience face à la crise comme le montrent le maintien de la croissance à un niveau satisfaisant durant cette période et le bon comportement des investissements directs étrangers et des exportations, notamment celles des nouveaux métiers mondiaux du Maroc.**

**Toutefois, l'installation de la zone Euro, notre principal partenaire économique, dans une phase longue de croissance lente et le maintien des prix des matières premières à un niveau élevé ont conduit à une réduction substantielle**

**de notre marge de manœuvre au niveau macro-économique avec notamment la dégradation qu'ont connu nos finances publiques et nos échanges extérieurs.**

**La poursuite de cette dégradation risquerait de remettre en cause notre stabilité macro-économique qui constitue une condition sine-qua-non pour la poursuite d'une croissance forte et durable.**

**Pour remédier à cette situation, notre pays n'a d'autres choix que de mettre en œuvre et d'accélérer les réformes structurelles. Lesquelles réformes bénéficient de l'appui des organismes internationaux, notamment le FMI à travers l'éligibilité à la ligne de précaution et de liquidité. Ces réformes visent à améliorer la compétitivité de l'économie et à élever le niveau de la croissance potentielle, tout en préservant la stabilité macro-économique.**

**A cet égard, l'accélération, l'élargissement et le renforcement de la cohérence des politiques sectorielles revêt une importance particulière. De même, il importe d'approfondir les autres**

**réformes en vue d'augmenter la productivité, dont notamment la réforme de l'éducation, de la justice et de l'administration. La nouvelle Constitution de juillet 2011 ainsi que le projet de la régionalisation avancée, chantiers initiés par Sa Majesté le Roi Que Dieu l'Assiste, constituent à cet égard des leviers importants.**

**Sur le plan des finances publiques, les réformes concernant les systèmes fiscal et de compensation et les régimes de retraite revêtent désormais un caractère urgent et contribueraient à reconstituer nos marges budgétaires et à réorienter la politique budgétaire en faveur de l'investissement et des secteurs sociaux.**

**Au niveau extérieur, et compte tenu de la lenteur de la croissance de la zone euro, il s'avère nécessaire d'assurer une diversification des marchés en faveur des pays à fort potentiel de croissance comme les pays émergents et les pays africains. A cet égard, l'accélération de la construction de l'intégration maghrébine, la consolidation de**

**l'espace euro-méditerranéen et la mise en place de politiques de co-développement et de co-émergence avec les pays Subsahariens notamment la zone de l'Afrique de l'Ouest, constituent des choix stratégiques pour le Maroc et contribueraient à consolider la position du Maroc en tant que plateforme reliant l'espace Euro-méditerranéen et le continent africain.**

**Il est évident que grâce à la politique mise en place comme réponse à la crise, sur la base de choix stratégiques et de vision conduite par Sa Majesté le Roi, l'économie marocaine s'est déjà inscrite à partir de 2013 dans un processus de rétablissement des équilibres macroéconomiques, reflété notamment par la réduction de près de deux points du PIB des déficits jumeaux.**

**Monsieur le Président,**

**Mesdames et Messieurs,**

**Je ne saurais conclure sans rappeler qu'en dépit de leurs coûts, les crises ont toujours constitué des périodes fécondes de transformation et de mutation vers un monde meilleur. L'histoire montre que le génie et les capacités de l'homme à s'adapter étaient toujours à la hauteur des défis auxquels il s'est confronté. Aujourd'hui avec la globalisation, les problèmes sont mondiaux et les solutions ne peuvent être pensées qu'à un niveau mondial. L'organisation de ce forum où des questions universelles sont débattues en est une parfaite illustration.**

**Je vous remercie pour votre attention.**